

20 questions pour réviser le financement des agents économiques

Table des matières

| | |
|---|---|
| 1. Qu'est-ce qu'un ménage ? | 2 |
| 2. Comment expliquer que les ménages épargnent ? | 2 |
| 3. Qu'appelle-t-on le « revenu disponible » ? | 2 |
| 4. Comment appelle-t-on les liquidités directement disponibles des entreprises ? En quoi cette notion se différencie de la « valeur ajoutée » ? | 2 |
| 5. Peut-on dire qu'une entreprise épargne ? | 2 |
| 6. Quel rôle jouent les banques dans le financement ? | 2 |
| 7. Quels sont les différents types de financement pour les entreprises ? | 3 |
| 8. Quels sont les effets des privatisations sur le budget de l'État ? | 3 |
| 9. Définir le solde budgétaire. | 3 |
| 10. Comment l'État finance-t-il son déficit ? | 3 |
| 11. Différencier « déficit public » et « dette publique » ? | 3 |
| 12. Quelles peuvent être les conséquences d'un financement du déficit par une hausse des prélèvements obligatoires ? | 4 |
| 13. Pourquoi la hausse de la dépense publique entraîne-t-elle l'augmentation des taux d'intérêt ? | 4 |
| 14. Expliquer, éventuellement à l'aide d'un schéma, la différence entre « politique budgétaire d'austérité ou de rigueur » et « politique budgétaire de relance » ? | 4 |
| 15. Différencier « effet de relance » et « effet d'éviction » ? | 5 |
| 16. Expliquer pourquoi les économistes keynésiens et libéraux s'opposent sur la question des emprunts par l'État. | 5 |
| 17. Donner la définition et expliquer comment fonctionnent les marchés des fonds prêtables. | 5 |
| 18. Qu'est-ce qu'une crise financière ? | 6 |
| 19. À l'aide de la question précédente, expliquer la crise des <i>subprimes</i> (2008) | 7 |
| 20. Différencier l' « action » de l' « obligation » | 7 |

20 questions pour réviser le financement des agents économiques

1. Qu'est-ce qu'un ménage ?

= Unité composée des habitants d'un même logement. Les membres d'un même ménage n'appartiennent pas forcément à la même famille. Un même ménage peut être composé d'une seule personne.

2. Comment expliquer que les ménages épargnent ?

Les ménages peuvent épargner pour diverses raisons :

- pour un futur investissement : achat d'une voiture, maison, pour préparer un mariage... ;
- pour faire face à des dépenses momentanément supérieures aux revenus ;
- pour être capable de faire face à de futures difficultés comme la perte d'un emploi ;
- pour préparer des vacances ;
- Etc...

3. Qu'appelle-t-on le « revenu disponible » ?

= revenu dont dispose un ménage pour consommer. Il se compose des revenus primaires (salaires et revenus du patrimoine principalement) et des revenus de transfert (allocations familiales et logement, minima sociaux...) auxquels on enlève les prélèvements obligatoires.

Le revenu disponible renvoie donc aux liquidités dont dispose un ménage, reparti entre consommation et épargne.

4. Comment appelle-t-on les liquidités directement disponibles des entreprises ? En quoi cette notion se différencie de la « valeur ajoutée » ?

Excédent brut d'exploitation : EBE, principale ressource de l'entreprise une fois qu'elle a payé ses fournisseurs, les salaires, impôts et cotisations sociales.

Au contraire, la **valeur ajoutée** représente la somme des richesses nouvelles créées sur un territoire ou au niveau d'une entreprise. La valeur ajoutée représente donc l'ensemble des richesses nouvelles produites.

5. Peut-on dire qu'une entreprise épargne ?

Non. Un ménage épargne, une entreprise investit. La combinaison de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises est la **demande globale**.

6. Quel rôle jouent les banques dans le financement ?

Face à un mouvement de désintermédiation du financement, les banques ont cherché à jouer un rôle nouveau et plus important sur les marchés financiers.

- Elles sont chargées par certaines entreprises de placer des actions sur ces marchés
- Elles cherchent elles-mêmes à se financer en émettant des actions
- Elles développent la **titrisation**¹, leur permettant de transformer des crédits en titres financiers.

¹ Opération financière qui consiste à transformer un crédit en titre, c'est-à-dire en actif financier

20 questions pour réviser le financement des agents économiques

7. Quels sont les différents types de financement pour les entreprises ?

| Modes de financement | Définitions |
|---|---|
| Financement interne (ou autofinancement) | Emprunt auprès d'une banque. le prix devra être remboursé, et l'emprunteur devra aussi payer un taux d'intérêt |
| Financement externe direct (ou financement de marché) | Utilisation de l'épargne de l'entreprise pour financer ses investissements |
| Financement externe indirect (ou intermédié) | Vente d'actions (titres de propriété de l'entreprise) ou d'obligations (titres de dette) sur les marchés financiers |

8. Quels sont les effets des privatisations sur le budget de l'État ?

La privatisation d'entreprises par l'État permet de percevoir des dividendes. Ces dividendes permettent à l'État d'investir, notamment dans l'innovation ou la demande, pour soutenir la croissance économique.

9. Définir le solde budgétaire.

= différence entre les recettes et les dépenses de l'État. Un solde positif est un excédent. Un solde négatif, quand les dépenses sont supérieures aux recettes, est un déficit budgétaire.

10. Comment l'État finance-t-il son déficit ?

C'est le **solde budgétaire** qui va permettre à l'État de financer ses projets d'investissement. Pour mesurer le solde budgétaire, il est nécessaire de connaître les recettes et les dépenses de l'État et de mesurer la différence entre eux. On constate que traditionnellement, le solde budgétaire de l'État est déficitaire.

Afin de financer ce solde budgétaire déficitaire, les États disposent de plusieurs solutions : le financement peut se faire par l'intermédiaire...

- ... d'une hausse des prélèvements obligatoires
- ... ou bien en ayant recours à l'emprunt.

11. Différencier « déficit public » et « dette publique » ?

Dette publique = somme de tous les emprunts contractés par les administrations publiques pour financer leurs déficits et qui ne sont pas encore remboursés.

(action, obligation) pour le revendre

20 questions pour réviser le financement des agents économiques

Déficit public = solde annuel négatif des administrations publiques. Les dépenses sont alors supérieures aux ressources.

12. Quelles peuvent être les conséquences d'un financement du déficit par une hausse des prélèvements obligatoires ?

La stratégie consistant à augmenter les prélèvements obligatoires afin de réduire le déficit public entraîne une baisse du pouvoir d'achats des ménages et entreprises (car la part des impôts et taxes augmente par rapport à des revenus stables). En effet, si le revenu disponible des ménages diminue, leur capacité à consommer s'amoinde. La combinaison de la **baisse de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises** entraîne une baisse de la demande globale. Dans ce cas-là, la **croissance économique ne peut être soutenue**.

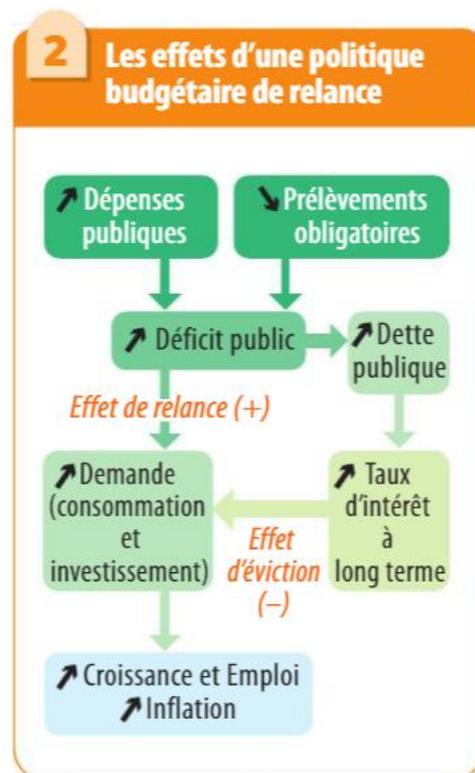
13. Pourquoi la hausse de la dépense publique entraîne-t-elle l'augmentation des taux d'intérêt ?

Comme nous l'avons déjà souligné, le marché des fonds prêtables fonctionne comme tout autre marché. Il est donc soumis à la loi de l'offre et de la demande. Lorsque l'État a besoin de mener une politique budgétaire de relance, il peut emprunter à des banques. Contrairement aux ménages, l'État a de grands besoins de financement. La demande de crédits augmente alors énormément. Si l'offre est inférieure à la demande, alors les taux d'intérêts augmentent.

14. Expliquer, éventuellement à l'aide d'un schéma, la différence entre « politique budgétaire d'austérité ou de rigueur » et « politique budgétaire de relance » ?

Politique de rigueur : politique économique qui a pour objectif à court terme de revenir à la stabilité des prix et de réduire les déficits publics et extérieurs

Politique de relance : politique économique conjoncturelle qui a pour but de relancer l'économie d'un pays ou d'une zone monétaire lorsque ses capacités de production sont sous-utilisées. La finalité est de favoriser la croissance pour lutter contre le chômage.



20 questions pour réviser le financement des agents économiques

15. Différencier « effet de relance » et « effet d'éviction » ?

Effet de relance : conséquence positive de l'augmentation de la dépense publique sur le financement des agents privés. Cela se traduit par une augmentation de la demande des ménages et l'investissement des entreprises.

Effet d'éviction : conséquence négative de l'augmentation de Quand il se finance, l'État peut faire appel à une épargne, ce qui augmente les taux d'intérêt et rend donc plus difficile le financement pour le secteur privé.

16. Expliquer pourquoi les économistes keynésiens et libéraux s'opposent sur la question des emprunts par l'État.

Selon certains économistes (**les keynésiens**), une politique de relance de la demande peut être positive pour l'ensemble de l'économie et peut justifier le recours à l'emprunt et le creusement du déficit budgétaire.

Pour d'autres (**les libéraux**), une politique de dépenses publiques financée par l'emprunt peut au contraire avoir des effets négatifs, et notamment l'effet d'éviction. En effet, la demande de financement public peut accaparer l'offre de financement et ainsi faire augmenter les taux d'intérêt pour les autres emprunteurs qui ont alors plus de mal à financer leurs activités.

17. Donner la définition et expliquer comment fonctionnent les marchés des fonds prêtables.

Fonds prêtables : ensemble des fonds épargnés ou prêtés par les banques qui peuvent être distribués à des agents économiques en besoin de financement en échange d'un taux d'intérêt.

Afin de faire en sorte que les prêteurs et les emprunteurs échangent, les économistes supposent que ceux-ci se rencontrent sur un marché, le marché des fonds prêtables.

Un marché des fonds prêtables se compose de :

- Actifs monétaires comme les crédits bancaires
- Et d'actifs non-monétaires comme l'épargne sous forme d'actifs financiers

→ Il s'agit de liquidités directement utilisables

Durant la durée du crédit accordé à l'emprunteur, le prêteur renonce à la **liquidité** de son argent et à la possibilité de l'utiliser. Il prend également le **risque** de ne pas être remboursé. Le **taux d'intérêt**², qui correspond alors à la rémunération du prêteur, est le prix du renoncement à la liquidité. Ce prix sera d'autant plus élevé que le risque de crédit, autrement dit le risque de non-remboursement ou de report de l'échéance, est grand.

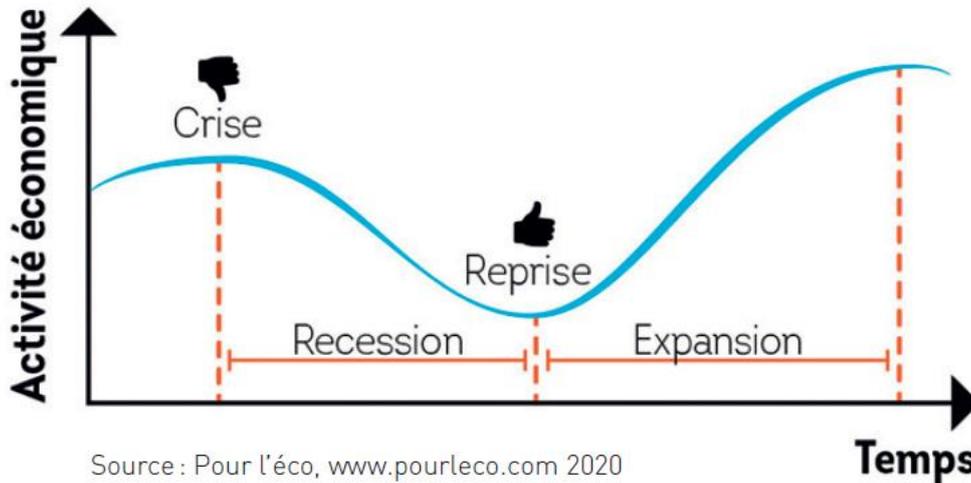
La durée du crédit augmente le taux d'intérêt : plus la durée est longue, plus le risque de crédit est élevé, plus le taux d'intérêt sera lui-même élevé.

² Le taux d'intérêt permet de rémunérer le risque pris par le prêteur sous forme de « primes de risque »

20 questions pour réviser le financement des agents économiques

18. Qu'est-ce qu'une crise financière ?

En économie, la **crise** est le moment où la conjoncture se retourne à la baisse, c'est-à-dire le moment qui clôt une phase d'**expansion économique** et ouvre une phase de récession, voire de **dépression**.



On parle de crise financière pour qualifier un retournement de la conjoncture dans le système financier : après une phase d'euphorie et d'augmentation des prix des actifs, ces valeurs s'effondrent.

Il existe quatre formes de crises financières qui peuvent coexister :

- les crises de change : effondrement de la valeur de la monnaie.

Exemple : crise argentine de 2001

- les crises de la dette souveraine : incapacité d'un État à rembourser ses créanciers³.

Exemple : crise mexicaine (1980's) ou crise grecque (2010)

- les crises boursières (krach) : très forte chute du cours des actions et/ou du cours des obligations.

Exemple : crise japonaise (1990's) due à un emballement spéculatif sur l'immobilier et sur le cours des actions

- et les crises bancaires : situation caractérisée par l'illiquidité ou l'insolvabilité des banques.

Exemple : Corée, Indonésie et Malaisie (1990's) ; bulle internet (2000) ; Bulle des subprimes (2007)

Depuis les années 1990, les crises financières se font faites plus fréquentes au niveau mondial (crises asiatiques, bulle internet, *subprimes*, crise de l'euro, ...) notamment en raison de la plus forte mobilité du capital. On parle alors de crises systémiques.

³ Créance : la somme d'argent qu'une entreprise doit percevoir d'un client en échange d'un service ou d'une vente

20 questions pour réviser le financement des agents économiques

19. À l'aide de la question précédente, expliquer la crise des *subprimes* (2008)

La crise de 2008 prend sa source sur le marché immobilier américain. Où des crédits immobiliers à taux variable ont été accordés à des ménages pauvres et peu solvables par les banques américaines.

Dans le début des années 2000, on pense que chaque agent est gagnant : l'emprunteur qui espère devenir propriétaire, le banquier qui transfère le risque à d'autres, le courtier qui touche une commission, le créancier qui ne risque rien tant que le prix de l'immobilier est orienté à la hausse (il récupère son argent en saisissant le bien immobilier). Le système tient tant que les prix de l'immobilier sont en hausse.

Mais les subprimes sont porteurs de risques importants du fait de l'**insolvabilité** des emprunteurs. Or, à partir de 2004, la hausse des taux d'intérêt variable augmente le montant des remboursements et fragilise donc les emprunteurs ; les défauts de paiement se multiplient, les investisseurs se retrouvent avec une multitude de maisons hypothéquées. Début 2006, les prix de l'immobilier commencent à baisser.

Les titres subprimes et les maisons ne valent plus rien. C'est le début de l'effondrement boursier. Ces risques se sont propagés aux acteurs financiers mondiaux du fait de la **titrisation** : les banques américaines ont transféré le risque de leurs subprimes à d'autres investisseurs. À partir de 2008, les faillites en chaîne touchent d'abord les banques, puis les entreprises qui ne parviennent plus à financer leurs investissements en accédant au crédit. On observe alors une chute du PIB et une montée du chômage dans beaucoup de pays.

Une crise financière peut donc aujourd'hui contenir des risques systémiques : c'est-à-dire des risques qu'un évènement (excès de crédit, spéculation...) entraîne, par réaction en chaîne, des effets négatifs considérables sur l'ensemble du système économique, pouvant occasionner une crise générale de son fonctionnement.

20. Différencier l' « action » de l' « obligation »

Action : Titre de propriété qui représente une partie du capital social d'une entreprise.

En contrepartie, l'actionnaire perçoit une partie des bénéfices de l'entreprise appelée dividendes.

Obligations : Titre de dette qui représente une partie de l'emprunt effectué par une entreprise.

L'obligation permet de recevoir des intérêts qui dépendent du taux d'intérêt de l'obligation